48e ANNÉE (5e série) N° 27 2 JUILLET 1931

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. L'œuvre historique de P. de la Gorce. — Le duc d'Orléans et la Révolution de 1830. — II. Les premiers jours du règne. — III. L'impression dans les Cabinets étrangers. — IV. Caractère du roi, et de ses principaux ministres. — V. La Crise d'Orient en 1840. — VI. La période de Guizot : l'impuissance à fonder, — les causes de la fragilité du régime. — VII. La situation religieuse du pays sous la monarchie de juillet. — VIII. Les causes de la Révolution espagnole d'avril 1931.

I

Le nom de M. Pierre de la Gorce n'est pas seulement celui d'un grand et admirable chrétien, il est aussi celui d'un de nos plus sûrs et de nos plus illustres historiens d'aujourd'hui. Il aura bientôt parcouru, en ses publications diverses, toute l'histoire de France dite contemporaine, c'est-à-dire partant de la Révolution, à l'exception de la troisième République. Nous lui devons une *Histoire religieuse de la Révolution française* [1], qui est un pur chef-d'œuvre de vie, d'exactitude, d'intérêt dramatique et de piété vraie, — une *Histoire de la seconde République française* [2] et une *Histoire du second Empire* [3], qui sont en quelque sorte classiques. Il nous a donné récemment des pages ravissantes sur Louis XVIII et la Restauration [4].

On connaît sa manière. Elle n'est pas tout à fait celle que préconisent, — à bon droit, du reste, — les scolastiques de l'histoire, dans nos Universités. Peu d'étalage de bibliographie, peu d'ostentation dans la liste des sources. Mais une érudition à la fois impeccable et modeste, solidement nourrie d'une documentation précise et toujours de première main, et sur cette science profonde et soigneuse, la cachant et en dérobant le visage austère à nos yeux, un art exquis, un récit alerte, vivant, passionnant, un sens délicat des nuances, une psychologie très avertie et très fine, voilà ce que nous aimons en lui et ce qui fait de ses livres une lecture à la fois instructive et suggestive au premier chef et un agrément dont on ne se lasse point.

C'est pourquoi la publication d'articles d'histoire signés de lui, dans nos grandes Revues, est toujours un régal. Nous aurions scrupule à ne pas en faire profiter les lecteurs de cette Causerie.

Dans ses nos du 15 avril et du 1er mai 1931, la *Revue des Deux Mondes* publie de lui une charmante esquisse sur *Louis-Philippe*. Dans son no du 1er juin la *Revue de Paris* y ajoute un article intitulé : *La Crise d'Orient en 1840*. Enfin, le *Correspondant* n'a pas été oublié dans cette riche distribution, et il a eu, comme il convenait, une étude sur l'*Histoire religieuse d'il y a cent ans*, que nous retrouverons plus loin.

La révolution de juillet 1830 avait balayé le trône de Charles X. Les députés avaient refusé leur concours, au nombre de 221, au ministère Polignac, le 16 mars 1830. Piqué au vif, Charles X avait dissous la Chambre. Le pays avait relevé ce défi de son souverain, en renvoyant l'opposition à peu près au complet. C'était d'autant plus grave qu'il ne s'agissait aucunement alors du « pays » que nous désignons aujourd'hui sous le même nom, mais uniquement des électeurs, du « pays légal, » c'est-à-dire d'une centaine de mille de Français, pourvus d'une grosse fortune et du droit de vote. Les nouveaux députés étaient convoqués pour le 3 août.

Dans la dernière semaine de juillet, ils avaient donc pris la route de la capitale. Rien ne leur fait prévoir la révolution qui va éclater. Ils sont tout entiers à la pensée de la lutte, courtoise mais ferme, qu'ils méditent contre le monarque. Soudain se répand le bruit d'un coup d'Etat. Le roi a publié des ordonnances, qui dissolvent la nouvelle Chambre, modifient la loi électorale, restreignent la liberté de la presse, convoquent les électeurs pour de nouvelles élections. En même temps que ces nouvelles sensationnelles, arrivent le long des routes qui convergent vers Paris les premiers échos de l'effervescence populaire, puis de l'émeute, enfin de la victoire révolutionnaire et du départ du roi pour l'exil. En poursuivant leur route, nos députés plus anxieux qu'ils ne veulent paraître, croisent bientôt des voitures ornées à profusion de drapeaux tricolores. Ils entendent le chant de la *Marseillaise*, presque oubliée après tant d'années ! Ils saisissent l'étendue du mépris populaire et de la haine générale contre le souverain déchu et ses ministres, jusque dans les jurons des cochers, criant : « Hue ! Polignac ! » à leurs chevaux dès qu'ils fléchissent.

[1] Cinq vol. in-8 à 25 f. l'un, Paris, Plon.
[2] Deux vol. in-8 (tome I, 25 f. ; tome II, 32 f.), Plon.
[3] Sept vol. in-8, à 25 f. l'un, Plon.
[4] *Louis XVIII* et *Charles X*, 2 vol. in-8 à 15 f. l'un, Plon.

Et voici enfin les 221 à Paris. Où est le gouvernement ? Ils se cherchent, se concertent, s'étonnent. L'anarchie va-t-elle triompher ? Pour lui barrer la route, une vague commission municipale d'une part, et le grand nom, entouré d'une gloire romantique et suspecte, de La Fayette, synonyme d'héroïsme, de naïveté et de faiblesse, tout cela noyé dans une immense et incurable vanité !

Heureusement, dès le 30 juillet, une quarantaine des leurs, — les premiers arrivés, — sont allés offrir la lieutenance générale du royaume au duc d'Orléans. On apprend qu'il a hésité d'abord, puis qu'il a accepté, qu'il a pris contact avec La Fayette. On commence à se rassurer. « Le duc d'Orléans, ce sera la consécration de la victoire, mais ce sera aussi la Révolution contenue, puisque le Lieutenant Général est Bourbon et qu'il pourra se muer en roi. »

Le 3 août est arrivé. La nouvelle Chambre se réunit. Au Palais-Bourbon, 240 députés et 70 pairs attendent le prince. Il se présente très simplement. Ni pompe, ni étiquette pour l'accueillir. Son discours, très préparé sous une apparence d'abandon, est un savant dosage d'éloges à l'émeute triomphante et d'appels à la modération et à l'ordre. Il vante le courage des Parisiens. Il flétrit le fameux Article 14, invoqué par Charles X comme fondement juridique des trop fameuses Ordonnances. Il glorifie les trois couleurs, sans oublier de faire allusion à Jemmapes où, duc de Chartres, Louis-Philippe d'Orléans avait fait ses premières armes, sous Dumouriez. Il fait appel, avec une insinuante modestie, au concours des Chambres.

Dès ce premier discours s'esquissait toute la politique du règne : hommage à la révolution, esprit de conservatisme merveilleusement bourgeois. Les députés comprennent tout cela à demi mot et il y a une telle correspondance entre ces deux grandes directives et le fond de leur propre pensée, qu'un contrat tacite est conclu, dès le premier instant, entre eux et le nouveau maître. Comme le dit fort bien M. de la Gorce : « Un sentiment très sensé, mais un peu subalterne, celui de la peur, tel est le fondement du règne. Et là, peut-être, résidera la fragilité du règne lui même ; car il est rare que Dieu accorde aux œuvres que la peur a suscitées le privilège de la durée. »

II

Louis-Philippe s'est tiré admirablement du rôle complexe et difficile qu'il avait assumé : contenir le peuple vainqueur, en le flattant.

La lutte avait été chaude : 163 tués du côté de l'armée, 504 du côté des insurgés. Mais à présent que la victoire est acquise, les « *héros de juillet* se multiplient comme les pains de l'Evangile. » Ils sont glorifiés dans la *Parisienne*, le chant patriotique du jour, dont Casimir Delavigne a écrit les paroles. Sans cesse des colonnes de manifestants, chantant et hurlant, traversent les rues, se dirigeant vers le Palais-Royal, résidence traditionnelle des ducs d'Orléans. On réclame le Lieutenant-Général. Il paraît, il agite un drapeau tricolore, il entend chanter la *Marseillaise* et l'accompagne de ses gestes, parfois même de sa voix. Il reçoit les délégués de la foule, serre des mains, fait des promesses sans nombre. Il croit enfin pouvoir jouir d'un peu de répit. Pas du tout : une seconde, une troisième, une quatrième députation se présente, et de nouveau il s'exhibe. Le peuple est content de lui. Cela devient une sorte de jeu. On le quitte charmé autant qu'amusé.

Voilà l'histoire extérieure de ces premiers jours.

Et voici l'autre côté de la médaille. Quand le prince, enfin délivré, peut se mettre au travail, il mesure ses chances de réussite, il réfléchit aux appuis qui peuvent lui être utiles. Il s'agit d'absorber La Fayette, en le prenant par son point faible. Il s'agit de tirer à soi le ministère, créé, en la carence du pouvoir, par la Commission municipale, et dont l'homme le plus voyant est Dupont de l'Eure, bonhomme vide et creux, d'éloquence déclamatoire, un second Roland. Louis-Philippe songe au banquier Laffitte, qui fut de tout temps son familier et son confident et qui pourra se vanter plus tard d'avoir été le parrain de la nouvelle monarchie. Laffitte est aimable, généreux, doué d'une belle faconde, très serviable, très populaire. Il représente admirablement l'homme moyen qui a voulu la Révolution, mais à la condition de l'endiguer sans retard et de remettre aussitôt la maison en bon ordre. Avec Laffitte, il consulte Sébastiani, un vieil ami de la famille ; Dupin, le bon sens incarné, un peu terre à terre, très bourgeois aussi ; Molé, l'homme de ressources ; de Broglie et Guizot, qui tranchent sur le fond commun de tous ces auxiliaires de la première heure. La préoccupation qui domine dans les esprits de tous, c'est de contenir la révolution, tout en en profitant. Tandis que dans la rue, on accepte Louis-Philippe « quoique Bourbon, » eux, ils estiment que c'est son titre qui fait sa force, et que pour refaire de l'ordre, il est heureux que l'on possède un peu de sang royal. La déchéance de la branche aînée a consacré à leurs yeux le chef de la branche cadette. Ils n'admettront jamais que l'on dise de ce souverain, qu'il est le souverain de la révolution. La France n'a fait, selon eux, que s'incliner devant son droit. Le duc de Broglie voudrait même que le nouveau souverain, qui demain sera roi, prît le nom de Philippe VII, pour mieux souligner la continuité, et qu'il s'appelât *roi de France*, au lieu de *roi des Français*, que l'on propose et qu'il acceptera.

Le prince écoute tous les conseils. Il pèse les arguments. Il réfléchit à la puissance de l'opinion, qui l'acclame, mais que peu de chose pourrait retourner. Il cherche une solution intermédiaire, prudente, convenable à sa dignité et à sa sécurité. « Il se résigne à rendre hommage à La Fayette, feint de ne pas remarquer les rusticités de Dupont de l'Eure, se sert de Laffitte comme d'un agent de

liaison entre lui et le parti populaire. » Ce ne sera que lentement et par degrés qu'il se départira de cette prudence, qui lui fera cruellement défaut en 1848 !

Il fallait pourtant aboutir à une constitution du pouvoir nouveau. La conclusion fut brusquée. Le 6 août 1830, un député du nom de Bérard vint lire une proposition de loi modifiant la Charte et ratifiant le choix du duc d'Orléans comme roi. La discussion fut menée rondement, « comme dans les chapelles de château, au mois de septembre, se précipite une messe de chasseurs. » Une commission fut nommée pour l'examen du projet. Elle déposa son rapport, rédigé par Dupin, le soir même. Le rapport fut adopté, après un débat peu mouvementé, par 219 voix sur 252. On se souvint alors que la Chambre des pairs existait toujours. Le projet de loi lui fut transmis. Il y eut un beau discours de Chateaubriand. Tout fut fini après le vote favorable de 89 voix contre 10.

Les modifications à la Charte étaient de celles qui touchent plus le philosophe que l'historien. Le roi n'était plus roi par la grâce de Dieu et de droit héréditaire, mais par la volonté du peuple et de droit électif.

Le 9 août, la Chambre, se faisant créatrice de rois, proclamait Louis-Philippe Ier roi des Français.

Il est roi, mais le peuple continue à le considérer comme sa chose, presque comme son serviteur. On veut le voir, on s'impose à lui, on l'entoure dans la rue. Tout bon garde national veut pouvoir dire : « Je parle au roi comme à un égal ! » Et surtout on l'assaille de sollicitations. Il est obligé de faire pleuvoir les décorations sur les héros des « trois glorieuses. » Sans doute, il a été élevé dans le goût démocratique de la simplicité. Il semble pourtant qu'à certaines heures il trouve qu'un peu plus de respect ne serait pas inutile, ne fût-ce que pour lui laisser le temps de respirer et de travailler !

III

Aux heures de répit, le nouveau roi prête l'oreille aux rumeurs arrivées de l'étranger. Que pense-t-on au delà des frontières des événements de France ? Cela l'intéresse au plus haut point.

Le premier courrier qui lui arrive est celui de Londres, où, en l'absence de l'ambassadeur, un simple chargé d'affaires, M. de Vaudreuil, nous représente Visiblement, il a cherché à se montrer optimiste. Louis-Philippe connait trop bien les milieux politiques anglais pour ne pas se défier de ces informations complaisantes. Il redoute l'hostilité des ministres tories, Wellington, lord Aberdeen. Au total pourtant, l'Angleterre ne doit pas être fâchée de la chute d'une monarchie qui vient, malgré ses objections, de faire l'expédition d'Alger. L'Angleterre peut devenir une alliée. Ne nous inquiétons pas de ce côté.

Viennent ensuite les informations de Vienne, puis de Berlin. A Vienne, où le principe de la légitimité est à la base de toute la politique de Metternich, on s'émeut, on se scandalise de la révolution. Metternich immédiatement se rapproche de la Russie. La France redevient à ses yeux la grande suspecte.

A Berlin, plus d'inquiétude que de colère. Que fera cette révolution ? Reprendra-t-elle les traditions de l'autre ? Le moment est venu de monter avec vigilance la garde sur le Rhin. Attente défiante, telle sera l'attitude de la Prusse.

Le courrier le plus lent à arriver a été celui de Saint-Pétersbourg. La politique de Charles X était liée à celle de Nicolas Ier. Le tsar s'est toujours posé en champion de la légitimité. Il faut s'attendre à de la mauvaise humeur. Là aussi, l'ambassadeur absent est remplacé par un chargé d'affaires, M. de Bourgoing. C'est lui qui reçoit les premiers coups.

L'indignation du tsar dépasse toutes les bornes : « Je veux la légitimité avant tout, s'écrie-t-il en frappant sur la table. C'est un principe dont je ne me départirai jamais ! — Votre Majesté veut donc mettre le feu à l'Europe ? observe M. de Bourgoing. — On ne transige jamais avec les principes, » riposte l'empereur.

Notre envoyé plaide les circonstances atténuantes. La révolution grondait, il fallait barrer la route à la République, le duc d'Orléans s'est dévoué pour sauver l'ordre. Et le diplomate ose rappeler qu'en 1814, Alexandre avait entendu respecter l'entière liberté de la France. L'empereur s'apaise un peu. « Nous ne ferons pas la guerre, conclut-il, mais, si nous vous reconnaissons, ce ne sera qu'après nous être concertés avec nos alliés. »

M. de Bourgoing, avant de se retirer, lance pourtant un dernier argument, capable de piquer au vif l'autocrate de toutes les Russies : « Si la France, dit-il, se voit abandonnée, elle resserrera ses liens avec l'Angleterre. » C'était mettre le doigt sur la plaie. La grande préoccupation du tsar, en effet, était d'empêcher la collusion des cabinets de Paris et de Londres. Il termina l'entrevue en embrassant le baron de Bourgoing, qui envoya aussitôt une relation de tout l'entretien à Paris, en y ajoutant cette recommandation de prudence : « Surtout qu'on ne parle pas de la Belgique, qu'on ne parle pas des bords du Rhin. »

Pendant que ces courriers se dirigeaient vers Paris, Louis-Philippe, sans les attendre, avait multiplié les déclarations rassurantes et envoyé des ambassadeurs à toutes les cours, avec des lettres autographes pour les souverains. Rien n'est plus curieux que le contraste entre son langage diplomatique et ses discours au peuple! Quand il vient s'asseoir à sa table de travail, après avoir chanté la *Marseillaise* et célébré l'héroïsme du peuple de Paris, il prend sa plume et il écrit, sur le ton le plus modeste et le plus insinuant, des lettres comme celle-ci qui est envoyée au tsar : « Je gémis des malheurs de la branche aînée de ma famille. Ma seule ambition aurait été de les prévenir et de rester dans le rang où la Provi-

dence m'avait placé ; mais les circonstances étaient impérieuses; j'ai dû me dévouer. La moindre hésitation de ma part pouvait plonger le royaume dans des désordres dont on ne pouvait prévoir le terme. »

L'on se souvenait assez, en Europe, de la puissance menaçante de la première Révolution, pour concevoir un peu de reconnaissance à celui qui avait, à ce qu'il disait, muselé la seconde. Louis-Philippe rassurait le monde par de sincères déclarations de pacifisme. Il eut du mérite à éviter les incidents, alors que trois foyers s'allumaient en Europe : en Belgique, en Pologne, en Italie. En Pologne, son principal rôle sera de contenir l'enthousiasme des Français, qui s'indignent que l'on ne tente rien pour la délivrance d'une race opprimée. En Italie, il prétend bien maintenir le prestige français, en partageant avec l'Autriche la responsabilité de l'ordre menacé; l'occupation d'Ancône par nos troupes répondra donc à celle de Bologne par l'Autriche. En Belgique, une politique ferme et prudente à la fois aura pour résultat la constitution, sur notre frontière du nord et du nord-est, d'un Etat-tampon, à neutralité garantie, rattaché du reste à la France par des liens de famille et par la communauté de langue et de civilisation.

En tout cela, Louis-Philippe montre une sagesse, une modération, une habileté manœuvrière, à laquelle on ne peut que rendre hommage, à distance, alors même que les contemporains l'ont d'ordinaire trouvée trop peu fière et trop pacifique.

Et ce qui double le mérite du roi, c'est que concurremment avec cette politique extérieure d'une savante prudence, il retourne la situation intérieure du pays et se libère des lisières que la révolution lui avait mises. Il pousse La Fayette hors de l'Hôtel de Ville; il sauve les ministres de Charles X, que l'opinion voulait voir jugés et condamnés; il se débarrasse de Laffitte, trop démocrate, et lui substitue Casimir-Périer, qui est l'homme de la « résistance, » c'est-à-dire un homme d'ordre et un homme à poigne. Les troubles sont partout apaisés : émeutes pour les salaires à Lyon, agitation carliste en Vendée, insurrection républicaine à Paris.

En 1832, à la mort de Casimir-Périer, emporté par le choléra, se termine la période critique du règne. L'ordre est affermi dans la rue, les esprits sont devenus calmes, les affaires ont repris, la politique évolue sans incidents graves.

IV

C'est le moment d'étudier le caractère du roi. Il s'est installé, non sans répugnance, aux Tuileries. Il y peut méditer sur les vicissitudes de son existence. Il se souvient des leçons de Madame de Genlis, qui ont formé son enfance. Il se souvient de la Révolution, où son père a pris parti d'une façon qu'il n'aime pas à rappeler (l'un de ses familiers, M. de Montalivet, affirme que le roi, en dix-huit ans d'intimité, ne lui a parlé que deux fois de Philippe-Egalité). Il se revoit membre du club des Jacobins, officier à Jemmapes sous Dumouriez, plus tard exilé et tellement privé de ressources qu'il a dû donner des leçons de mathématiques, à Reichenau, pour vivre, plus tard encore voyageur errant en Suède, en Amérique, en Angleterre, en Italie. Il a eu pourtant un jour heureux, celui de son mariage avec une princesse des Deux-Siciles, l'admirable Marie-Amélie, qui sera pour lui la compagne la plus fidèle, la plus délicate, la plus affectueuse, la plus chrétienne, et à qui l'on devra bien des nominations épiscopales.

A travers tant de péripéties, il s'est fait une âme complexe et difficile à pénétrer. Il a beau se montrer le courtisan de la multitude, il se souvient qu'il est prince, prince de la maison de Bourbon, descendant d'Henri IV. Si la clameur populaire le contraint à effacer les fleurs de lys de ses armoiries, il en souffre, et il le dira un jour à ses amis : « Je tenais aux fleurs de lys, parce qu'elles étaient miennes, parce qu'elles n'étaient pas plutôt la propriété de la branche aînée que celle de la branche d'Orléans, parce que, de temps immémorial, elles ornaient, de père en fils, nos écussons. Le public a voulu qu'elles fussent supprimées. Après une longue résistance, j'ai cédé, mais l'exigence était pure folie. »

Ce qu'il redoute par-dessus tout, c'est le reproche d'être un usurpateur. Le faubourg Saint-Germain boude. Il en souffre. Il va au devant des reproches ; il réfute les critiques. Un jour il dit à Pozzo di Borgo : « On prétend que j'aurais dû proclamer Henri V, mais le pouvais-je ? Avant d'arriver à l'Hôtel de Ville, nous aurions été massacrés, lui et moi. *J'ai dû me dévouer.* » Cette idée qu'il s'est dévoué, et qu'il a fait son devoir, tout son devoir, l'obsède et le poursuit. Quatre ans plus tard, en 1834, il dira encore au comte Esterhazy : « Je sais qu'on me reproche ma conduite en 1830. Mais il dépendait aussi peu de moi de faire nommer le duc de Bordeaux, que d'arrêter les rayons du soleil qui darde sur nous, en ce moment, ses rayons. »

Mais ce roi, s'il est prince et s'il a le souci de sa dignité, est aussi un bourgeois très calculateur. Il a connu la pauvreté. Il est hanté du souci de l'avenir de ses enfants. La règle de l'Ancien Régime était que les biens du roi ne se distinguaient pas de ceux de l'Etat. Charles X pouvait dire en 1833 à Chateaubriand : « Je n'ai pas un écu ! » A quoi l'écrivain répondait : « Sire, c'est comme moi ! » Louis-Philippe a voulu, lui, séparer ses biens patrimoniaux de ceux de l'Etat. En montant sur le trône, il a fait donation de sa fortune à ses enfants, à charge d'usufruit en sa faveur [1]. Et cela

[1] « Deux jours avant d'accepter la couronne, il passa par devant notaire la nue propriété de tous ses biens libres à ses enfants et s'en remit aux Chambres du soin de fixer sa dotation. Ce fut long et pas beau : dix-huit mois de controverse parlementaire furent nécessaires pour établir le salaire royal... Les prix furent

ne lui suffit pas : il réclame pour eux des dotations aux Chambres. Il dit en gémissant à Guizot : « Mes enfants n'auront pas de pain ! » C'est qu'il se méfie des coups du sort. La révolution l'a élevé, elle peut aussi l'abattre. Les journaux qui le critiquent, les caricatures qui le ridiculisent ne lui permettent pas de l'oublier.

Il s'efforce de se rendre populaire. Il est d'un accueil facile ; il reçoit beaucoup aux Tuileries. Il se montre à tous, parle à tous, parle beaucoup et même trop. On s'en plaignait parfois, un peu à tort, car le loquace ne déroute pas moins les curiosités par sa surabondance verbale que le taciturne par son silence.

Par-dessus tout, pourtant, cet homme, ce prince, ce bourgeois couronné a la passion du pouvoir. Il sait bien qu'il ne peut se passer de ministres ; mais il les choisit autant que possible tels qu'ils répondent ou se plient à ses manières de voir. Il finira par se reposer entièrement sur Guizot, parce que l'harmonie préétablie est complète entre eux.

Mais auparavant il a essayé beaucoup d'hommes. Il avait formé, le 11 octobre 1832, ce que nous appellerions un « *grand ministère*. » Sous la présidence de Soult, on y voyait le duc de Broglie, Thiers, Guizot.

Thiers est le plus brillant. Il est jeune, il est souple d'esprit et de caractère, il est original et hardi, tout pétillant d'idées. Mais il manque parfois de jugement. Le roi, qui le brisera un jour, l'estime et l'aime au début.

Au contraire, Guizot est d'une raideur au premier abord insupportable. C'est un doctrinaire, un dogmatique, un professeur ! Il est toujours déférent, correct, un peu guindé et distant. Le roi ne l'appellera toujours que « Monsieur Guizot. » Ce n'est que peu à peu qu'il se reconnaîtra pleinement en lui. Ils auront tous les deux l'illusion de commander, tant ils seront d'accord sur les mesures à prendre. Mais cela n'arrivera qu'après la crise de 1840.

Le duc de Broglie aussi est un doctrinaire, doublé d'un grand seigneur, très droit, très instruit, très intelligent, mais inapte à la flatterie et d'une sincérité parfois importune. Il cherche à se rendre indépendant dans son ministère des Affaires étrangères. Le roi ne peut le tolérer ; il veut avoir communication de toutes les dépêches importantes et des réponses qui y sont faites. « C'est, dit-il, que quand il s'agit de la sécurité nationale, je porte avec moi la responsabilité de la France. »

En dehors de ces hommes de premier plan, dont le dernier quittera les affaires dès 1836, il y a des hommes de second plan : le comte Molé, qui a appris l'obéissance à l'école de Napoléon, mais qui est assez gentilhomme pour essayer de réconcilier son souverain avec le faubourg noble. Il y a aussi les maréchaux Soult, Mortier, Gérard, que leur glorieux passé marque pour la présidence du Conseil, et qui sont commodes parce qu'ils ignorent le détail de l'art de gouverner et qu'avec eux l'expérience et la finesse du roi triomphent.

Celui-ci, du reste, ne cache pas ses intentions : « C'est moi qui mène le fiacre, » dit-il en un langage familier. « On ne peut se passer de moi, » déclare-t-il aux diplomates. Il ne se gêne même pas pour avouer et laisser entendre aux ministres en exercice qu'il a déjà dans l'esprit la liste de leurs successeurs : « Mes relais sont prêts, » dit-il. C'est pourquoi les crises ministérielles ne lui déplaisent qu'à demi. Elles sont une bonne occasion de faire voir qu'il est le maître.

« Pour étendre et garder son influence, nulle témérité, nul éclat de paroles, surtout nulle atteinte aux lois, mais un art de louvoyer rarement égalé, jamais surpassé. Quand une difficulté grave surgit, le Prince se lève et chapitre séparément ses ministres. Sous une apparence souriante, il cache les finesses les plus madrées. Il excelle à persuader à chacun de ses conseillers qu'il est le préféré, et l'artifice réussit jusqu'à ce qu'il s'use à force d'être employé. Ses procédés extérieurs ne répondent pas toujours à ses sentiments intimes ; car il caresse surtout ceux qu'il craint le plus. Il sait s'élever au dessus des froissements ou même des offenses, mais point jusqu'à les oublier. »

Il veut à tout prix sortir de l'anonymat royal. Il craint de se laisser enchaîner par sa grandeur. Son rêve est de faire du bien à son pays, à condition que son pays le sache et que l'histoire ne l'ignore pas.

Et pourtant ce désir de bienfaisance patriotique ne l'a pas empêché d'être l'un des princes les plus poursuivis et les plus vilipendés que l'on connaisse. Les attentats se succèdent d'année en année. Celui de Fieschi, le 28 juillet 1835, est le plus connu et fut le plus meurtrier. Mais il y en eut beaucoup d'autres. Quant à lui, il s'est efforcé au contraire d'être humain, il s'est associé à l'adoucissement de la législation. C'est sous son règne que l'admission des *circonstances atténuantes* a été introduite dans le Code criminel, que la hideuse chaîne des forçats a été remplacée par les voitures cellulaires. Le roi voulait lire et annoter lui-même les dossiers des condamnés à mort, dans l'espoir d'y découvrir un motif de clémence. Il aimera toujours à faire grâce, autant que ses ministres le lui permettront.

Il éprouve beaucoup de peine, malgré tout, à faire reconnaître ses bonnes intentions par la nation, tout comme il lui sera difficile de faire admettre ses enfants dans le cercle des anciennes familles régnantes.

Il en eut neuf, dont huit vivants en 1830 : cinq fils et trois filles. Ses cinq fils sont des hommes vraiment doués et séduisants. L'aîné, duc d'Or-

débattus comme sur un champ de foire, et, pour défendre ses intérêts, Louis-Philippe se vit dans l'obligation d'amener son avocat-conseil Dupin... On calcula au plus juste les besoins d'une royauté bourgeoise ; les Chambres votèrent 12 millions, alors que la liste civile des Bourbons avait été de 25. » (Fernand Engerand, *La dotation des Chefs de l'Etat français depuis 150 ans*, dans l'*Illustration* du 6 juin 1931).

léans, est un jeune homme accompli, brave, actif, intelligent, généreux ; le roi lui donne place dans ses conseils. Il multiplie les sourires à l'opposition, comme a toujours soin de le faire, en Angleterre, un prince de Galles. Ses parents se préoccupent de le marier, mais les cours étrangères se ferment devant lui. A Vienne, où il se présente, on profite d'un attentat à Paris pour briser toute négociation. La bonne Marie Amélie se décourage et s'afflige : « Ah ! cette couronne, murmure-t-elle, voilà donc ce qu'elle nous coûte ! »

V

Dans ce règne, qui peut se résumer en deux mots : la paix au dehors, l'ordre et le travail au dedans, il y a une date critique, c'est celle de 1840. Alors éclate ce que M. de la Gorce appelle « La Crise d'Orient en 1840, » et qu'il nous raconte dans la *Revue de Paris*.

Cette crise fut causée par la faiblesse de l'immense empire turc, — l'homme malade, — par l'ambition de Méhémet-Ali, enfin par les politiques divergentes des Etats européens autour des problèmes orientaux.

Méhémet-Ali était pacha d'Egypte. Il s'était assimilé la civilisation occidentale, à la manière d'un Oriental, d'une façon superficielle, simpliste et brutale. En France, on l'avait peut-être pris au sérieux plus qu'il ne le méritait. Il était notre protégé et en était fier.

La guerre avait éclaté entre lui et son suzerain, le sultan Mahmoud, dès 1831. La victoire de Konieh, le 21 décembre 1832, avait abattu la puissance ottomane. Le sultan avait conclu l'accord de Kutayeh, qui abandonnait à Méhémet-Ali la Syrie ; mais, par une contre assurance où perçait un sentiment de revanche possible, il avait signé avec la Russie, le 8 juin 1833, le traité d'Unkiar-Skelessi, qui lui assurait la protection russe et ouvrait les détroits à ses protecteurs.

Six ans de trêve boiteuse avaient suivi. Les deux rivaux, vieillis, se rongeaient de passions contraires : Mahmoud, de se venger ; Méhémet-Ali, de transmettre à son fils tous ses titres et possessions. La guerre avait recommencé en 1839. Le 24 juin, les Turcs étaient écrasés à Nézib. Le 30, Mahmoud mourait, laissant le trône à un enfant de 16 ans. Les jours suivants, la flotte ottomane se livrait au vice-roi d'Egypte, vainqueur sur toute la ligne.

Dès le début du conflit, l'Autriche avait proposé des pourparlers, naturellement à Vienne, sur cette grosse question d'Orient toujours renaissante. Les puissances avaient adhéré au principe. Les nouvelles de la victoire de l'Egypte précipitèrent les négociations. L'Angleterre voyait surtout en cela deux avantages : empêcher la Russie d'agir seule, en faveur de son protégé le sultan, et arrêter les progrès foudroyants de l'armée de Méhémet-Ali, le protégé de la France. Une note dite du 27 juillet vint rassurer la Porte contre les suites de sa défaite.

Mais restait à savoir sous quelle forme se produirait l'intervention des puissances. Une intrigue se noua contre la France à Saint-Pétersbourg. On se souvient de l'attitude de Nicolas Ier lors de la Révolution de 1830. La révolution polonaise, suite de la nôtre, n'avait fait qu'accentuer sa méfiance. Il n'a qu'un désir, qui est de nous brouiller avec l'Angleterre. Notre ambassadeur, de Barante, ne s'y est pas trompé : « La politique constante du tsar, écrit-il, est, par des avances à l'Angleterre, de nous brouiller avec elle. » De Vienne, Saint-Aulaire exprime la même certitude. Lorsque se présente l'affaire de Méhémet-Ali, l'occasion attendue surgit enfin. Notre influence, en Egypte, c'est, pour les Anglais, une menace perpétuelle sur la route des Indes. Cependant, la menace n'est pas tellement pressante qu'il soit aisé de créer un dissentiment réel entre deux grandes puissances voisines, et qui depuis dix ans ont pratiqué un accord sincère. Mais la Russie persévère. « Dans le ciel encore clair de l'alliance franco-anglaise, Nicolas attend que se forment les premiers nuages. » Il n'attend pas longtemps.

Il y a alors au *Foreign Office* un homme qui a une manière à lui de pratiquer la diplomatie : c'est Lord Palmerston. Il fait de l'humanité deux parts : les Anglais... et les autres. Les Anglais, naturellement, sont seuls la portion privilégiée du genre humain. Le reste, c'est la multitude des êtres inférieurs. Comme le dit très bien M. de la Gorce, « plus le voisinage était proche, plus profonde était la méfiance. A ce titre, la France tenait la première place dans les antipathies de l'homme d'Etat britannique. Il ne se contentait point de ne pas l'aimer ; il daignait l'honorer d'une particulière jalousie, jugeant qu'entre toutes les nations elle était, — quoique naturellement de qualité inférieure, — la moins indigne de se mesurer avec la Grande Bretagne. »

Le peuple anglais l'entourait d'une véritable admiration, en raison de ce chauvinisme chatouilleux et aigu. « Notre *Pam*, » disaient en une abréviation familière les Anglais. Et ils aimaient ce grand seigneur, qui, bien que très aristocrate, vibrait avec le cœur des masses, qui n'était ni homme de cour ni homme de parti, qui avait, comme un plébéien, ses rudesses, qui maintenait avec la France, la vieille rivale, l'alliance existante, mais qui la maintenait avec des réticences hautaines, avec une humeur difficile, toujours prête à mettre le marché à la main.

Palmerston était bien l'homme qu'il fallait à la Russie.

Le 15 septembre 1839, l'envoyé de celle-ci, M. de Brunnow, arrivait à Londres. Il avait pour mission de proposer une délibération commune entre les puissances, à la condition que les décisions prises fussent appuyées par une force armée, imposant la soumission au pacha d'Egypte. Tout de suite, l'envoyé devait déclarer à l'Angleterre que son gouvernement renonçait à renouveler le traité d'Unkiar-Skelessi que l'Angleterre voyait

d'un mauvais œil. Palmerston, ravi, avertit notre ambassadeur que la Russie proposait la rétrocession de la Syrie par Méhémet-Ali, et qu'en cas de résistance de sa part, un corps autrichien participerait à l'expédition chargée de le mettre à la raison. Notre ambassadeur, Sébastiani, répliqua : « But, moyens, facilités d'exécution, je conteste tout. Comment pouvez-vous adhérer à l'entrée éventuelle des troupes russes dans le Bosphore ? » Palmerston fit remarquer que les Russes renonçaient au traité d'Unkiar-Skelessi ; leur entrée dans le Bosphore serait donc la dernière. Il ajouta que Berlin et Vienne adhéraient à la combinaison. Sébastiani fut cependant assez habile pour montrer les inconvénients d'une entrée, même censée unique, des Russes aux Dardanelles, et pour ramener Palmerston au sentiment de la solidarité européenne. Celui-ci acceptait pour notre protégé, Méhémet-Ali, une petite compensation en Syrie : le pachalik de Saint-Jean d'Acre, moins cette ville. Sébastiani manda aussitôt la nouvelle à son gouvernement, en ajoutant qu'il ne fallait pas espérer d'autre compensation.

A Paris, on ne sut pas saisir cette dernière chance d'accord. On était engoué du pacha. Le ministre Soult se laissait impressionner par le bruit de ses victoires. Le roi, très avisé, se taisait, parce que trop souvent on l'accusait de vouloir tout conduire. On jugea donc insuffisant le cadeau fait au pacha victorieux. — Le tsar n'attendait que cela. M. de Brunnow revint bientôt à Londres. Cette fois, il venait déclarer que si les vaisseaux russes franchissaient le Bosphore, la Russie admettrait que des navires anglais et français y entrassent avec elle. Quant à la question égypto-turque, il en restait aux propositions de Palmerston : l'Egypte et le pachalik d'Acre à Méhémet-Ali. Palmerston, de son côté, supprimait maintenant le pachalik et disait : « L'Egypte et le désert pour frontière, rien de plus ! »

A Paris, le 1er mars 1840, Thiers remplaçait Soult à la présidence du Conseil et aux Affaires étrangères, et Guizot venait à Londres succéder à Sébastiani, à la fin de février. Il avait pour instructions de résister aux tentatives de la Russie pour rompre l'accord franco-anglais et d'obtenir pour Méhémet la Syrie jusqu'au Taurus. On était loin de compte !

Palmerston ne cédait rien. Dans ses accès de franchise, il laissait voir les craintes de son pays : « Vous avez l'Algérie ; au delà, et sur la côte orientale, il n'y a que la faible régence de Tunis, la faible régence de Tripoli. Que Méhémet, votre client, votre protégé, soit tout-puissant en Egypte, en Syrie, et du même coup vous serez les maîtres de la Méditerranée. C'est ce que nous ne voulons pas. »

Guizot pourtant se rassure à demi, en songeant que de hauts personnages en Angleterre désapprouvent la politique de Palmerston et surtout l'idée de lâcher la France pour se rapprocher de la Russie, la grande rivale en Orient. Guizot se demande aussi ce que feraient l'Autriche et la Prusse. Ces deux puissances n'osent se séparer de la Russie.

Sur ces entrefaites, au début d'avril, arrive un envoyé turc, Nouri-Effendi, qui réclame le règlement de la question égypto-turque, conformément à la note du 27 juillet. Le 13 avril, dans un but de conciliation, la Prusse et l'Autriche proposent la Syrie, à titre viager, au pacha, et l'Egypte à titre héréditaire. Palmerston mollit un peu et concède maintenant à nouveau le pachalik d'Acre et cette ville elle-même. — Guizot demande des instructions. Il sentait la menace d'un « coup fourré » contre nous, c'est-à-dire d'un accord *à quatre* (Russie, Angleterre, Prusse, Autriche) d'où nous serions exclus. Il demande que l'on se hâte et que l'on accepte. Thiers veut bien aussi un accord avec les puissances, mais il voudrait aussi que cet accord respectât la dignité de notre protégé et fût un échec pour l'orgueil de Palmerston. Il se persuadait que l'Europe ne pouvait plus arrêter le pacha victorieux, qu'il serait possible de l'encourager en sous-main, de le pousser à achever sa victoire et à imposer, par un accord direct avec la Turquie, la conclusion de ses triomphes à l'Europe même. Il voulait donc gagner du temps, ne pas se lier prématurément à Londres, et laisser à Méhémet le loisir de poursuivre ses exploits.

Effectivement, Méhémet, satisfait du renvoi du grand vizir Kosrew-pacha, expédiait un envoyé à Constantinople pour traiter directement de la paix. « Hâtez-vous ! » écrivait Guizot. — « Laissez venir ! » répondait Thiers.

Mais Palmerston avait lui aussi ses agents d'information, en particulier lord Ponsonby, ambassadeur en Turquie, très hostile à la France et qui jugeait qu'il fallait renvoyer sur son vaisseau le plénipotentiaire de Méhémet. Craignant d'être devancé, Palmerston brusqua le dénouement. Il menaça son propre cabinet de démissionner, si l'on n'acceptait pas sa décision. Il fit pression sur la Prusse et l'Autriche. Bref, le 15 juillet 1840, la convention *à quatre*, tant redoutée de Guizot, était signée.

Notre ambassadeur sentait que l'on se cachait de lui. Il espérait toutefois que si une convention *à quatre* était conclue, l'on n'oserait pas la lui cacher et qu'alors il serait temps de se décider. Effectivement, le 17 juillet, Palmerston le mandait au Foreign Office et lui faisait connaître l'accord intervenu, en entourant la chose de formules conciliantes pour la France. Il demandait même qu'elle s'entremît pour incliner son protégé à la résignation. On lui donnait l'Egypte à titre héréditaire, le pachalik d'Acre à titre viager, mais à condition d'une acceptation dans les dix jours de la notification, sous peine de sanctions internationales. « C'est un grand coup porté à la France, » avouait Palmerston, le 21 juillet, à son ambassadeur à Paris.

Guizot et Thiers s'abstinrent d'abord de tout

éclat. Thiers se contenta de justifier la conduite de la France et de mettre en doute l'efficacité d'une intervention contre le pacha en plein triomphe. Le 26 juillet, les journaux français annonçaient la grande nouvelle. Guizot et Thiers se rendaient auprès du roi à Eu. On espérait encore que les mesures coercitives échoueraient et que les puissances auraient l'humiliation de recourir à la France pour calmer et arrêter le pacha. On éprouvait donc plus de contrariété de l'accord *à quatre* que de crainte. Guizot rentra à Londres un peu rassuré. L'accueil de la reine Victoria et d'une partie de l'aristocratie anglaise versa du baume sur sa plaie. Wellington, très vieux, ne cachait pas sa désapprobation du coup porté à la France. Léopold de Belgique, alors à Windsor, s'appliquait à chercher quelque formule de réconciliation ; il consentit même à voir Palmerston, qui demeurait intraitable. C'est que, mieux que nous, le ministre anglais savait apprécier la nullité réelle de la puissance de Méhémet : une simple façade. Il était sûr de l'appui enthousiaste de la Russie et même de celui de l'Autriche. Avec la flotte anglaise, cela faisait un ensemble irrésistible. Louis-Philippe n'oserait s'opposer à un tel bloc. Quant à Thiers, Palmerston lançait à son adresse un mot cinglant : « Nous ne craignons pas les *matamores* de cette espèce ! » Il peut donc, sans risques, être intransigeant. Et comme il tient à humilier la France, il le sera. Tandis que Guizot s'ingénie à découvrir quelque moyen d'entente, Palmerston s'entête à nous refuser la moindre satisfaction.

Les choses cependant suivent leur cours. La Porte a notifié à Méhémet les clauses de l'accord des puissances moins la France, une flotte anglaise paraît devant Beyrouth. A Paris, on a appelé des jeunes gens des classes 1836 à 1839, on a accru la flotte, formé quelques régiments.

Mais, sous l'empire des nouvelles, l'émotion grandit dans les sphères officielles, et la colère dans le public. Thiers était le plus excité. Il fit entendre à l'agent anglais à Paris que Méhémet se contenterait de la Syrie à titre viager, mais que la France l'appuierait sans doute, si l'Europe voulait le contraindre à céder davantage. Palmerston reçut l'avis de son agent avec un tranquille dédain. Le 2 octobre, deux nouvelles graves arrivaient à Paris : Beyrouth, bombardée par lord Napier, s'était rendue, et la Porte avait destitué le pacha récalcitrant. Palmerston était au comble de la joie.

On eut alors en Europe le frisson de la guerre. Contre nous s'était reformée la Sainte-Alliance. Nous avions un protégé, on le chassait sans notre aveu, comme un écolier coupable. Et le coup partait de l'Angleterre, notre meilleure amie depuis dix ans. Tous les partis s'unissaient en France dans une même indignation. Les légitimistes rappelaient la fierté de la France en face de notre voisine, dans l'affaire d'Alger. Quiconque gardait le souvenir de l'Empire frémissait d'indignation de voir l'Angleterre nous faire ainsi la leçon. La *Marseillaise* retentissait dans les théâtres avec des accents guerriers. Les journaux se répandaient en articles enflammés. Des bandes circulaient dans les rues.

Thiers, inquiet au fond, convoqua ses collègues à Auteuil le 3 octobre. Les ministres de la Guerre et de la Marine invoquaient l'absence de préparatifs. Il fit accepter le principe d'un manifeste à l'Europe, de la convocation des Chambres et de l'envoi de la flotte en Méditerranée.

Que ferait le roi ? Au début, sincèrement irrité, il s'était montré très belliqueux. « Le roi est plus monté que moi, » disait Thiers. Mais, au fond, il ne voulait pas la guerre. Palmerston ne se laissait pas intimider, et les armées d'Ibrahim n'avançaient plus. Le roi a donc réfléchi. Quand Thiers lui communique, le 4, les décisions de la veille : « Mais c'est la guerre ! » s'écrie-t-il tout ému. Deux jours plus tard, il dit à son ministre : « Je préfère la paix, mais je m'en remets à vous. » L'après-midi, il se reprend et va, dit-on, jusqu'à dire : « Pour garder la paix, je sacrifierais jusqu'à mon honneur ! » Le lendemain 7, il répète : « Je m'en rapporte à vous. » Palmerston, de son côté, sent que le jeu devient menaçant. Il prescrit à son ambassadeur, lord Granville, d'aller voir le roi, de lui dire très amicalement que l'exécution des mesures projetées par son gouvernement amènerait la guerre. Visiblement, il écartait le hideux fantôme.

Mais Thiers, de son côté, en un memorandum très courtois, mais très ferme, précisait que la France ne pouvait accepter la destitution complète de son protégé. Elle engageait donc sa parole. Un pas de plus de la part de l'Angleterre, et l'inévitable se produisait.

Heureusement, la Prusse et l'Autriche avaient senti, elles aussi, ce qu'il y avait d'excessif dans la mesure soufflée par lord Ponsonby à la Porte. La destitution du pacha était une intervention brutale dans la politique d'Orient. Pouvait-on laisser l'Angleterre commander à sa guise, en ces régions ? Palmerston comprit qu'il fallait une détente. Il reconnut que la destitution de Méhémet n'était qu'une menace, sans portée réelle.

Dans le même temps, Méhémet reculait en Syrie devant l'insurrection. Nous n'avions pas à rétablir la situation d'un vaincu, par sa faute.

Louis-Philippe s'est pleinement ressaisi. Il ne veut pas de la guerre. Par delà les cris des journaux et des exaltés, il prête l'oreille à la masse des artisans et paysans de France qu'étreint de terreur l'image de la guerre. Il se dit qu'il serait illogique, après avoir refusé de recourir à la guerre pour assurer la Belgique à son fils, pour secourir la Pologne, pour barrer la route aux Autrichiens en Italie, de la faire pour un aventurier égyptien, qui ne nous en saura aucun gré.

Or, le 28 octobre, les Chambres doivent se réunir. Thiers a glissé dans le discours du Trône cette phrase comminatoire : « Les Chambres penseront, comme moi, que la France, qui n'a

pas été la première à livrer le repos du monde à la fortune des armes, doit se tenir prête à agir le jour où elle croirait l'équilibre du monde sérieusement menacé. »

Le roi la repousse. Thiers démissionne. Pour le remplacer, le roi fait appel à Guizot, qui a travaillé de son mieux à prévenir la rupture totale avec l'Angleterre et qui arrive le 26 octobre. Trois jours après se forme le ministère dit du *29 octobre*. L'Europe comprend que la paix est cette fois raffermie.

Palmerston seul ne désarme pas et reste sur ses positions, ne voulant pas la guerre, certes, mais voulant pousser jusqu'au bout ses avantages.

Cependant lord Napier s'est porté, avec la flotte anglaise, devant Alexandrie et, sans pouvoirs, il a signé une convention avec Méhémet, qui rend la flotte turque et la Syrie et se contente de l'Egypte. Palmerston refuse sans doute de ratifier ce traité sommairement conclu. Mais les puissances insistent pour qu'une conclusion soit donnée au conflit d'Orient. Palmerston cède enfin et conseille à la Porte d'accepter l'abandon de l'Egypte à Méhémet à titre héréditaire. Dans le courant de 1841, le traité s'exécute. Le calme se fait.

L'accord *à quatre* ne pouvait se prolonger sans péril. De fait, c'est *à cinq*, — la France comprise, — que se règle, par la convention du 13 juillet 1841, la question des Dardanelles : *le traité des Détroits*, qui apportait à la France une petite consolation contre son ennemie la Russie, par la suppression du traité d'Unkiar-Skelessi de 1833. Mais Palmerston, en quittant le ministère à la suite du triomphe des tories, en 1841, emportait plus de succès que n'en méritait son orgueil intransigeant.

Louis-Philippe résumait et précisait toute l'affaire, à quelque temps de là, dans un entretien avec le comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche : « C'est la Russie, dit-il, qui a tout gâté. Nicolas me hait d'une haine personnelle. En cherchant bien, il a trouvé que le meilleur moyen de me renverser serait de rompre notre alliance avec l'Angleterre. Brunnow a été l'instrument de cette perfide entreprise. Nicolas a eu pour complice la malveillance de Palmerston... Vous, Autrichiens et Prussiens, vous avez suivi la Russie. Un autre se serait vengé aux applaudissements de la France. Je ne l'ai pas fait. Vous savez ma devise à l'égard des mauvais procédés de l'empereur Nicolas : *Ignoramus*. »

VI

On distingue, dans l'histoire de la monarchie de juillet, trois périodes : « La première, celle de l'établissement, » où il a fallu assurer la paix de la rue et la paix au dehors. Cette période est marquée surtout par Casimir-Périer. — « La seconde période a été une période de fixation. » Mais les ambitions qui s'agitent autour du trône ne permettent guère les longs desseins. Thiers a été appelé au pouvoir en 1836. Après lui, Molé avec Guizot, puis Molé sans Guizot. Contre Molé s'est formée une brillante coalition, très éloquente et très vaine. Sur ces entrefaites, arrive la Question d'Orient de 1839-1840 ; on côtoie la guerre sans y tomber. — La troisième période, celle de Guizot, commence alors et dure jusqu'à la catastrophe de 1848.

C'est cette troisième période que résume le second article de M. Pierre de la Gorce, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mai. L'historien intitule son exposé : « *L'impuissance à rien fonder*. » Ce titre seul est bien significatif. Rarement plus de sagesse unie à plus de science s'est trouvée au pouvoir. Guizot est un homme de clairvoyance, de fermeté, d'esprit de suite, modéré, tenace, travailleur, consciencieux. Il reste sept ans et demi au pouvoir. On est en pleine paix. Il veut non seulement gouverner, mais fonder ; il veut faire quelque chose de durable. Et pourtant, il est débordé par les événements, renversé en quelques heures par une lame de fond qu'il n'a pu prévoir, comme on voit de nos jours les aviateurs les plus habiles, les plus prudents, les plus sûrs, engloutis en quelques instants par la traîtrise de ce perfide élément qui ressemble à l'atmosphère de la politique : l'atmosphère terrestre.

Le 15 février 1842, Guizot, dévoilant ses nobles ambitions, déclarait : « Nous avons à fonder une société nouvelle, des institutions nouvelles, une dynastie nouvelle. »

Mais, pour cela, il faut trouver une collaboration dans le pays même. Le pays est représenté par le Parlement. On voit alors combien cette représentation est factice et superficielle. Le Parlement comprend des hommes de grand talent : Ledru-Rollin, « successeur de Garnier-Pagès, aussi enflé que son prédécesseur était sobre, » Arago, à l'extrême-gauche. — Odilon Barrot, à la gauche dynastique, « âme honnête, bouche sonore, tête faible, irréfléchi sous des apparences méditatives. » Dans son ombre se cache Tocqueville, « aussi riche d'idées que Barrot est gonflé, triste par prévoyance de l'avenir, timide par fierté et horreur d'être vulgaire. » — Toujours à gauche, orateur d'affaires parfois, poète toujours, en ses magnifiques envolées d'éloquence, Lamartine, solitaire comme Tocqueville. — A droite, le parti légitimiste, où domine Berryer. Tout cela compose l'opposition irréductible.

Vers le Centre, on distingue le *tiers parti*, ou Centre gauche, où émergent Dupin, esprit délié, de bon sens à la fois pénétrant et vulgaire, — Dufaure, avocat bordelais, discuteur puissant et solide, — Billaut, un peu superficiel, mais laborieux, incisif, brillant, habile à s'assimiler toutes choses. Au dessus d'eux tous, se dresse Thiers, malgré la petitesse de sa taille. Il est le seul qui puisse se mesurer avec Guizot, et parfois la politique se réduit à un passionnant dialogue entre eux.

Le reste est formé des membres de la majorité ministérielle, pas très forte mais sûre, bien que

dans ses rangs le comte Molé, qui n'oublie pas, guette les moindres faux pas du ministre en exercice pour préparer sa vengeance.

Guizot porte en lui deux faiblesses : il est trop raide pour réussir aux conquêtes individuelles ; il a trop de talent pour ne pas exciter l'envie. On se le figure, du reste, si inébranlable que l'on prend plaisir parfois à montrer un peu d'indiscipline, ne fût-ce que pour affirmer son indépendance. On sourit intérieurement des critiques acérées d'un Barrot ou d'un Thiers. Guizot est si doctoral ! Les disciples s'amusent comme des écoliers, des « colles » posées au maître. Une telle majorité suffit à gouverner au jour le jour. Elle ne suffit pas à la formidable entreprise de la refonte d'une société. Toute l'éloquence de Guizot, toute sa sagesse ne valent rien contre ce fait : ces hommes sont imbibés des maximes révolutionnaires :

« Ils les portent au plus profond de leur être. Tout a contribué à les enraciner : les spectacles de l'enfance, les enseignements du collège, le langage des journaux, les leçons du théâtre ; et ils les gardent en eux, même lorsqu'ils croient les avoir dépouillées... En ces mêmes hommes, il faut restaurer l'idée du respect : mais chaque transformation politique en a emporté un lambeau, et ce n'est qu'en plongeant dans un passé jugé aboli qu'on y pourra trouver ces belles règles hiérarchiques, qui rendaient hommage aux supériorités naturelles et embellissaient l'obéissance. Ce n'est pas tout. Pour fonder, il importe de restaurer les influences morales, les influences religieuses surtout. Or c'est ici plus qu'en tout autre domaine qu'il faut effacer pour rapprendre, car le dix-huitième siècle a tout désagrégé, et le siècle présent commence seulement à recimenter ce qui tombait en ruines. »

On ne pouvait mieux analyser les raisons de l'impuissance de ces hommes de la monarchie de juillet. « Ils se sentent trop en sécurité, pour qu'on puisse les mener par la peur. Ils sont trop pénétrés de leurs lumières pour se plier tout à fait. Ils ont trop brisé la tradition monarchique pour être guidés par la fidélité. »

Ils ne regardent ni au-dessus d'eux pour recevoir les leçons d'une religion qu'ils jugent périmée, ni au-dessous d'eux, pour entendre les plaintes de la classe ouvrière qui n'a pas le droit de vote, qui travaille et souffre, mais qui attend son heure.

Ce n'est pas qu'ils manquent de pitié ! « Par nature, ils sont bons et ont d'ailleurs assez retenu de Rousseau pour savoir verser des larmes. Mais un bien-être tranquille et une longue accoutumance ont rétréci leur vie à la proportion de leurs aises et de leur confortable foyer. »

Tous ces hommes pourtant sont, au jour le jour, « bons gérants du patrimoine et des intérêts nationaux ; ils sont instruits et intègres, ils excellent à faire de bonnes lois... Ils sont exacts dans les bureaux, laborieux dans les commissions, faits en un mot presque à souhait, à condition qu'on ne leur demande ni de voir haut ni de voir loin. »

Ainsi apparaît la Chambre, « médiocre auxiliaire à qui aspire à fonder. »

Mais Guizot lui-même n'est pas sans faiblesse. Avec de nobles aspirations, il tient beaucoup à son titre de ministre. Il craint la Chambre, plus qu'il ne semblerait à l'entendre, en ses discours éloquents et sévères. « Il s'assouplit dans le privé, autant qu'il se redresse en public. » — Il y a en lui une infériorité. « Il est historien, philosophe, accoutumé aux généralisations amples et magnifiques, mais rien dans ses études ou dans son éducation ne l'a façonné à descendre aux réalités concrètes. Pour consolider, il faut descendre jusqu'au peuple, en discerner les besoins et lui tailler sa part, d'abord en esprit de justice, puis pour éviter qu'il usurpe : or, Guizot est étranger à toutes ces questions qu'on appelle aujourd'hui, — avec un peu d'abus dans les mots, — les questions sociales. »

Les journaux qui le soutiennent n'ont pas ce qu'il faut pour lui donner un appui sérieux, dès qu'il s'agira de créer. Le *Journal des Débats*, « ce principal patron du ministère, est conservateur à la première page, irréligieux à la seconde, souvent immoral dans son feuilleton, d'élégance académique presque toujours, mais n'ouvrant presque jamais une voie nouvelle, où l'on pourra s'engager. » Il en est de même de presque tous les journaux. Seuls les journaux légitimistes, — les moins lus, — trouvaient parfois, dans l'esprit d'opposition, ou dans le regret de ce qu'ils n'avaient pas su faire quand leur parti était au pouvoir, des inspirations intéressantes, telles que des projets de décentralisation et des desseins d'élargissement du scrutin.

Quant au roi, nous l'avons décrit. Il est sensé, expérimenté, humain, appliqué aux affaires. Il donne l'exemple des vertus privées bourgeoises. Mais il a grandi dans la Révolution. Il la considère comme une force de la nature, puissante et irrésistible. « Pour la vaincre, dit-il un jour à Guizot, il faudrait un prophète. » Il ne l'est pas. Il ferme donc les yeux sur l'avenir. Il se contente d'une sagesse prudente et un peu courte. La rue est tranquille ; la paix est assurée ; les affaires se développent ; la richesse s'accroît dans le pays, la population aussi. Que demander de plus ?

On ne s'aperçoit pas, dans le monde légitimiste, qu'en boudant la monarchie de celui que l'on nomme l' « usurpateur, » on fait le jeu de la Révolution elle-même. On se persuade que, si le trône chancelle, ce sera la légitimité qui en bénéficiera ; mais que fait-on pour se préparer à reprendre la France ? Et pourquoi ne veut-on pas voir que, si l'on n'hérite pas de cette monarchie, ce sera la Révolution qui en héritera ? Ces mêmes divisions des royalistes qui ont livré la France à une République anticléricale, libre-penseuse et franc-maçonnique, après 1870, faisaient déjà la faiblesse de la monarchie de Juillet, et ne permettaient pas de créer quelque chose de fort et de durable, en ce seul moment où un grand ministre était au pouvoir et où le pays pouvait se laisser façonner.

A gauche, on ne désarmait pas. Sans doute les journaux radicaux sont encore peu lus. La religion possède une puissante emprise sur les masses. Les missions multipliées à travers le pays, la renaissance des Ordres religieux, le zèle des Congrégations de toute nature pour l'enseignement primaire, ont restauré une France catholique, au moins dans les classes inférieures. Les lycées et les Universités, au contraire, ont superposé à ce peuple croyant une élite en majorité ou simplement déférente, ou indifférente ou hostile. Lorsque Renan écrivait dans son *Avenir de la Science :* « Au village, je vais à la Messe ; à la ville, je ris de ceux qui y vont ! » il exprimait dans un contraste saisissant l'attitude religieuse d'un grand nombre de gens « cultivés » de sa génération. La société dirigeante a pratiqué alors une véritable « hypocrisie » à la Voltaire. Elle sait qu'il faut de la religion « pour le peuple, » mais elle n'est pas disposée à en user pour elle-même. Or, il est impossible que le peuple ne finisse point par s'apercevoir un jour ou l'autre que l'on se sert de la religion comme d'un « opium, » ainsi que dira Karl Marx, pour l'endormir.

M. de la Gorce signale, parmi les influences néfastes qui se sont exercées alors sur le peuple, 1° les « procès politiques, » où les avocats de gauche affectent, — n'ayant pas d'autre tribune à leur disposition, — de tonner contre le régime, et 2° la mauvaise littérature

« Cette époque, dit-il, offrit le singulier exemple d'un peuple à tempérament sain, mais incessamment corrodé par une littérature malsaine. Le mauvais théâtre, le mauvais roman, le feuilleton du journal, les systèmes aventureux des prophètes sociaux, Saint-Simon, Enfantin, Leroux, Buchez, Fourier, Cabet, Louis Blanc, Proudhon, tout cela est plus ou moins bourgeois, et tout cela tend à la destruction des fondements religieux et moraux de la société. Tout cela est distillé, sous une forme ou sous une autre, à l'usage du peuple, qui ne lit point les livres, dans une infinité de petites feuilles secondaires et obscures, qui alimentent les conversations et fournissent d'arguments les péroreurs de cabarets ou d'usines. Vienne le chômage, un malheur, une injustice au moins apparente ; la révolte naît et grandit dans les cœurs. A l'époque où le pays s'industrialise, se transforme économiquement, s'enrichit en mille entreprises naissantes, il a manqué à cette bourgeoisie intelligente, mais peu profonde, qui est arrivée au pouvoir avec Bonaparte, le sens des nécessaires restaurations morales, et du progrès spirituel parallèle au progrès matériel. Bonaparte avait senti que la religion est nécessaire non seulement pour le salut individuel des croyants, mais pour le bon ordre d'une société. Mais son génie impérieux ne lui avait pas permis de comprendre et d'admettre à côté du sien, comme un pouvoir rival, le pouvoir de la hiérarchie divine. Il avait domestiqué la religion ou essayé de le faire. Les hommes de la monarchie de Juillet rétrécissent encore sa pensée. Ils renoncent à domestiquer la religion, ils l'entourent d'un certain respect extérieur, mais ils la dédaignent au fond et ne lui accordent que les libertés qu'ils n'osent lui refuser. Et c'est ainsi que s'implante l'idée que la religion est chose individuelle, qu'elle ne remplit aucun rôle social important, et que les seules choses sérieuses de la vie sont le travail qui rapporte, la paix, l'ordre extérieur, le progrès matériel, la richesse. Les puissances spirituelles du pays, non canalisées, non encouragées et guidées, s'échappent par mille fissures inaperçues et s'accumulent en des points ignorés d'où elles feront explosion, bientôt, à l'heure des révolutions qu'aucun de ces sages n'aura su prévoir, et encore moins prévenir. »

La monarchie de Juillet a été la dernière chance que la France monarchique et chrétienne avait de reprendre, en l'élargissant, la grande voie du passé. Mais cette monarchie n'a pas su construire. Son chef principal, Guizot, en a eu la pensée ; mais entre cette pensée et la réalisation, mille obstacles, venus du régime, de ses origines, de ses institutions, de son étroitesse, de son « bourgeoisisme » voltairien, aussi bien que sa mesquine sagesse, se sont dressés.

On est confondu lorsque l'on considère la petitesse du caillou contre lequel le « char de l'Etat, » conduit par un homme de la taille et de la prudence de Guizot, et monté par un habile tel que le roi Louis-Philippe, est venu buter et se briser !

Une simple question de réforme électorale et parlementaire ! Le cens sera-t-il abaissé à cent francs ? Accordera-t-on le droit de vote aux « capacités » ? Etablira-t-on des incompatibilités parlementaires ?

Ce n'étaient là, semble-t-il, que des questions d'importance « courante. » Qu'un régime soit tombé là-dessus, cela révèle la faiblesse latente de ce régime, sous les apparences de la force. Sans doute, on cite encore : les inondations de 1846, la disette de 1847, des bruits de malversations, des condamnations de hauts personnages pour concussion, l'*Histoire des Girondins* publiée par Lamartine, etc. Mais quel est le régime qui n'a pas eu ses épreuves ? Nous appelons « petite santé » celle qui ne résiste pas à un courant d'air. Nous devons appeler « régime chancelant » celui qui s'écroule au moindre ébranlement. A moins que l'on ne veuille appeler providentiel le châtiment d'une génération qui n'a pas su ou pas voulu profiter de l'occasion que Dieu lui donnait de relever le pays.

On sait comment se produisit la catastrophe : l'opposition menée par la gauche dynastique, sous le nom de « Réforme, » et par le moyen de banquets bruyants, les ennemis du régime se joignant aux ennemis du ministère, la confiance aveugle du roi et de son ministre se refusant à toute transformation, la révolution éclatant brusquement en février 48, le roi mis en fuite et contraint à l'exil. Il y a peu d'exemples d'une chute aussi prompte et aussi complète... Et au milieu de la catastrophe, j'entends s'élever soudain la voix d'un des hommes les plus clairvoyants du temps, qui fut aussi l'un des plus impitoyables critiques du gouvernement, toutes les fois qu'il n'en fit point partie, la voix de Thiers, qui dit à Cousin, dans une lueur, — vite éteinte, — de clairvoyance : « Il ne nous reste plus qu'à nous jeter aux pieds des évêques ! »

Et je conclus volontiers par ces paroles de l'historien que je résume ici, en le prolongeant parfois : « *Ils ne craignirent pas assez le socialisme*

qui sourdement les minait et se méfièrent trop du christianisme qui, peut-être, les eût sauvés. »

Supprimons le « peut-être » et nous aurons, je crois, la pleine vérité.

Le socialisme est une religion, la religion du progrès matériel, faisant croire à la possibilité d'un paradis terrestre, et s'opposant, par suite, comme le réel s'oppose à l'illusoire, à la religion du paradis céleste.

Une force irrésistible entraîne la société « bourgeoise, » dont le régime de Juillet a marqué l'omnipotence et l'apogée, vers le gouffre du socialisme. Une seule force est capable de la sauver : religion, contre religion, — il n'y a pas de milieu ; — ou cette société redeviendra chrétienne, ou elle s'écroulera dans l'abîme.

VII

Nous sommes arrivés à une conclusion qui ne saurait être autre chose qu'*une loi*. Depuis l'avènement du christianisme, — comme du reste sous l'Ancienne Loi, — quand on veut tâter le pouls d'un peuple, d'un siècle ou d'une société, il faut examiner sa situation religieuse et spirituelle. La grande faiblesse du régime de Juillet, ce fut son attitude froide et simplement correcte, pour parler avec indulgence, envers la religion catholique.

A cette conclusion, M. P. de la Gorce nous conduit encore, sans y prétendre directement, sans doute, par son magistral exposé de *L'Histoire religieuse d'il y a cent ans*, commencée dans le n° du 25 mai du *Correspondant*.

La Restauration avait cru se réhabiliter en comblant de faveurs le clergé. Elle n'était point religieuse dans son fond. Le clergé, solide et sérieux, mais un peu inerte, s'était trop souvenu de l'étroite alliance qu'il avait eue avec la monarchie avant la Révolution. « Il était donc advenu qu'en 1830, la vieille dynastie ayant succombé, la religion avait semblé abattue aussi bien que la monarchie et avait été entraînée dans les représailles qui atteignent les causes vaincues. »

Dès le 29 juillet 1830, pillage au noviciat de Montrouge, au Mont-Valérien, à l'archevêché. Dans Paris, le prêtre n'ose plus se montrer en soutane. Les calomnies s'accumulent. Brochures, chansons, représentations théâtrales, tout avive les haines. En province, mêmes fureurs dans les villes. On crie : « A bas les prêtres ! A bas les Jésuites ! » On abat les croix plantées par les missionnaires. Les municipalités sectaires se sentent partout maîtresses. L'antique jacobinisme, tenu en respect pendant trente ans, n'est pas mort ; il ressuscite soudain avec violence. Dans le clergé on exagère encore les craintes, tant la haine, — superficielle, en somme, — est déchaînée. Déjà quelques-uns songent à émigrer de nouveau. Trois prélats quittent la France : Forbin-Janson, de Latil, de Rohan-Chabot.

Le gouvernement sans doute intervient, mais toujours avec cette timidité qui s'incline bien bas devant la Révolution tout en cherchant à la contenir. Le crucifix disparaît des prétoires de justice. La messe du Saint-Esprit, à la rentrée des Cours souveraines, est supprimée. Les bourses pour les séminaires cessent d'être payées. L'ordonnance qui a autorisé la *Société des Missions de France* est rapportée. Aussi l'opinion, loin de se calmer, peut se croire favorisée par le gouvernement, ou du moins elle veut lui forcer la main. Au mois de février 1831, une honteuse scène de pillage, à Saint-Germain-l'Auxerrois et à l'archevêché, vient attester la force des passions antireligieuses. Casimir-Périer, il est vrai, rétablit l'ordre. Mais « moitié dédain ou ignorance des forces spirituelles, moitié dessein calculé de ne pas tout ravir à la révolution, et, en lui ôtant la licence de l'émeute, de lui laisser celle de l'impiété, » il ne se montre point soucieux de ramener l'ordre dans les consciences. La procession du 15 août est partout interdite. L'église de Saint-Germain-l'Auxerrois demeure fermée au culte. Le couvent des Trappistes de la Meilleraye (Loire-Inférieure) est fermé aussi.

C'est donc dans une atmosphère de persécution que le catholicisme essaie de poursuivre dans cette France qui est l'une de ses plus belles conquêtes sur la barbarie, au temps de Clovis, sa tâche séculaire de moralisation et de spiritualisation. Et en dépit des circonstances défavorables, il réussit à faire voir qu'il y a en lui des puissances indéfinies de renouvellement et de résurrection.

C'est tout de même un « signe des temps » que l'initiateur le plus « voyant » des restaurations nécessaires ait été, à cette époque trop privée d'hommes, un personnage dont on ne peut nier le génie, mais qui était aussi dépourvu de modération, d'équilibre, c'est-à-dire au fond d'humilité, que Félicité de Lamennais.

C'est lui qui fonde, le 15 octobre 1830, le journal si brillant et si éphémère : *L'Avenir*. Ses collaborateurs se nomment Gerbet, Salinis, Rohrbacher, de Coux, et surtout, Lacordaire et Montalembert.

M. de la Gorce esquisse le portrait de « Monsieur Féli, » comme on le nomme dans l'intimité :

> « Sous une apparence chétive, sous un aspect gauche et timide, il cachait une âme violente, incapable d'autres volontés que des volontés sans mesure et emportées... La gloire, qui le plus souvent épanouit, ne l'avait pas apaisé. Il était resté triste, amer, inquiet, soit que la nervosité de sa nature ne lui permît pas de se fixer dans le calme, soit qu'un orgueil presque maladif lui fît trouver médiocre tout ce que le destin lui avait apporté de faveur... Esprit faux, grand esprit, il lui arrivait de juger le passé avec beaucoup de sagesse et de projeter sur l'avenir de telles lumières qu'on eût dit les divinations d'un prophète ; mais le plus souvent, les nuances des choses lui échappaient et son intelligence, à la fois passionnée et absolue, ne savait qu'exalter et maudire. »

Ce qu'il y avait de juste dans les idées lancées par *L'Avenir*, c'est la puissance d'adaptation illimitée de l'Eglise catholique, et la nécessité pour elle de se pencher sur la société issue de la Révolution, pour la comprendre, la consoler, la guider et la guérir. Ce qu'il y avait de faux et même de dangereux, c'était la confusion perpétuelle de

l'« hypothèse » avec la « thèse, » du « fait » avec le « droit » et la prétention de canoniser la révolution, résumée dans ce seul mot, très retentissant, très explosif, et très obscur : *la Liberté*. On comprend le jugement si juste de M. de la Gorce : « Ainsi apparaît, dit-il, le journal *(L'Avenir)*, à la fois libéral et tranchant, naïf et déclamatoire, inapte, surtout, à toute précision. »

On sait comment il fallut suspendre la publication, faute d'abonnés, le 15 novembre 1831, après treize mois d'existence seulement, aller quémander l'appui de Rome, sans se douter que Rome ne pouvait l'accorder, fermer les yeux à l'évidence d'une désapprobation qui se voilait de charité, subir la condamnation (qui ne nommait personne) de l'Encyclique *Mirari vos* (15 août 1832).

Ce fut la débâcle. Lamennais n'était point homme à se soumettre sincèrement. Il s'aigrit au contraire. En décembre 1832, Lacordaire se détache de lui, ce qui achève de l'irriter. En juin 1833, à la Chesnaie, il montre un soir à Montalembert, demeuré le disciple bien-aimé un « petit » ouvrage. Ce sont les *Paroles d'un Croyant*. « Ne publiez pas cela, » s'écrie Montalembert, à la fois ébloui et terrifié. A la fin de 1833, Lamennais donnait encore, à la demande de Rome, une adhésion formelle à l'Encyclique. Quatre mois plus tard, il publiait le « petit » ouvrage. C'était la rupture absolue et définitive.

Heureusement, pendant que la flamme s'éteint de ce côté, elle se rallume d'un autre. C'est au printemps de 1833 que se fondent les *Conférences de Saint-Vincent de Paul,* œuvre de bienfaisance admirable, qui est aussi une œuvre sociale au premier chef, car il y est question de rapprocher les classes, encore plus peut-être que de soulager les misères individuelles. Et cette œuvre est une initiative de pieux laïques ! Elle est un symptôme de renaissance indiscutable de l'esprit chrétien au sein de cette bourgeoisie que Voltaire a déchristianisée, qui n'admet plus d'autre *Credo* que celui du *Vicaire Savoyard,* quand elle consent à en admettre un. Au milieu des *Jeunes* qui inaugurent cette nouvelle forme de catholicisme militant, un Lyonnais bien vite émerge. Il n'a que vingt ans, mais sa maturité précoce égale sa vertu, qui est admirable : il se nomme Ozanam.

Et ce sont ces jeunes qui portent le pain matériel au domicile des pauvres, qui se montrent eux-mêmes saintement avides du pain spirituel pour eux et leurs semblables. En 1833, puis en 1834, ils adressent à l'archevêque une pétition, couverte d'environ 200 signatures, pour réclamer des prédications de Carême à Notre-Dame, et pour en indiquer d'avance l'esprit. Ils ne veulent pas des conférences dans le goût de celles de Mgr Frayssinous, dont la manière leur semble usée. Ils rêvent « de conférences semi-philosophiques, semi-religieuses, qui s'adresseront aux douteurs, aux sceptiques, aux incrédules même. »

Avec une sorte d'émotion contenue, M. de la Gorce dit son admiration pour les circonstances qui entourèrent le succès de cette requête juvénile, si étrangement hardie. Qu'un prélat d'ancien régime, vertueux sans doute, mais retranché dans les souvenirs attristés d'un passé qui lui demeurait cher, boudant à la monarchie nouvelle et à tout ce qu'elle représentait de concession coupable à la révolution, que Mgr de Quélen, encore tout ému et indigné des scènes affreuses qui avaient marqué le double pillage de sa maison archiépiscopale, ait accueilli cette pétition, que son choix se soit porté sur cet ami de Lamennais dont les débuts comme prédicateur à Saint-Roch, en mai 1833, avaient été un insuccès complet, mais que les Conférences à Stanislas, en 1834, avaient révélé comme l'orateur des temps nouveaux, c'est là une chose bien faite pour étonner et pour toucher. En entendant parler de Lacordaire, le prélat sentit d'abord plus d'inquiétude que de sympathie. Mais que se passa-t-il ensuite en lui ?

> « La psychologie des saints, — et l'archevêque était un saint, — est d'autant plus malaisée à pénétrer qu'à tous les mobiles humains il faut ajouter toutes les impulsions de la conscience religieuse, tour à tour repliée et timide, puis s'encourageant à oser, sans qu'on sache bien si cette audace est le fruit des vues terrestres ou d'un mystique abandon à Dieu. Soit inspiration de la Providence, soit discernement tout humain, M. de Quélen jugea que l'avantage d'utiliser pour l'Eglise une force si précieuse serait plus grand que le risque de quelques écarts à contenir. Lui, homme d'ancien Régime, il alla avec une magnanimité hardie vers celui qui représentait le mieux l'esprit nouveau. Et pour les prédications de Notre-Dame, ce fut, contre toute attente, Lacordaire qui fut choisi. »

Les Conférences de l'illustre orateur sont assurément l'épisode le plus saillant et le plus connu de l'histoire religieuse de France il y a cent ans. Nous ne nous arrêterons pas à raconter de nouveau cet épisode, non plus qu'à suivre pas à pas l'historien dans son attachant récit. Qu'il nous suffise de dire que la Providence ménagea visiblement à cette société de la monarchie de Juillet les appels nécessaires, les commencements de lumières qu'elle aurait pu accepter. Mais comme on voit un homme répondre imparfaitement à la grâce et tracer entre l'idéal entrevu et les résistances de ses passions ou de ses intérêts un chemin de vertu hésitante et moyenne, de même cette génération eut des velléités de religion, elle vit naître d'admirables dévouements et de belles existences chrétiennes, elle ne vit pas une reprise de la nation entière par les magnifiques et fécondes convictions de sa jeunesse lointaine et de son âge mûr.

On a dit plus haut que c'est en cela qu'il faut reconnaître la principale raison de la catastrophe soudaine où s'abîma la *sage* mais *terre à terre* prudence des hommes à la Louis-Philippe et à la Guizot.

VIII

Il y a, entre l'effondrement du trône de Louis-Philippe et la récente révolution d'Espagne, des similitudes indéniables : de part et d'autre, même apparente solidité et même faiblesse réelle ; de

part et d'autre, même soudaineté dans la chute et même effet de surprise dans le monde.

Il est vrai que la ressemblance avec la révolution de 1830 serait encore plus grande, en raison des attentats antireligieux qui ont marqué sinistrement la révolution espagnole, tout comme celle qui renversa Charles X.

Quoi qu'il en soit de ces rapprochements plus ou moins aventureux, — car l'Histoire, en dépit des apparences, ne se répète guère, — il ne sera pas sans intérêt de donner ici une explication sommaire de la récente infortune qui a frappé le trône des Bourbons d'Espagne. Je l'emprunte au *Correspondant* du 10 mai, qui a publié sous la signature mystérieuse *** un article intitulé : *Les Origines de la Révolution espagnole*.

La chute si soudaine d'une monarchie qu'en France l'on croyait si populaire, n'a pu que surprendre un grand nombre de Français. Comment un roi que l'on savait si énergique, intelligent, avisé, sympathique, a-t-il pu être contraint à fuir si promptement ? Au premier abord, beaucoup ont cru chez nous à une manœuvre très habile du roi, désireux de se faire, en quelque sorte, plébisciter par son peuple et rappeler en triomphe. Il ne semble pas que cette première impression soit la bonne, encore que si la monarchie doit être restaurée en Espagne, le départ opportun du roi, tel qu'il a été conçu, décidé et réalisé, ne puisse qu'y aider grandement.

Dans l'après-midi désormais historique du mardi 14 avril 1931, Alphonse XIII a lancé un Manifeste à la nation, qui commençait par ces mots : « Les élections qui ont eu lieu dimanche me révèlent clairement que j'ai perdu l'amour de mon peuple. » C'est cette évidence qui a causé le départ volontaire du roi. Mais le même jour, le journal républicain *La Tierra* écrivait : « Le dernier gouvernement de la monarchie bourbonienne vient de démissionner ; mais en réalité, le règne du roi Alphonse XIII était déjà terminé quand celui-ci fit le coup d'Etat de 1923. L'acte de décès de la monarchie avait été rédigé par les ombres des 13.000 morts d'Annoual. »

Cette dernière phrase n'est pas très claire pour la majorité des lecteurs français. C'est donc elle qu'il s'agit de bien comprendre pour avoir la clé de tout le mystère.

C'est le Maroc qui a perdu la monarchie espagnole. On dirait que, dans nos temps modernes plus encore qu'autrefois, toute guerre malheureuse sonne le glas d'un régime. La guerre de 1870 a vu s'effondrer le Second Empire, comme Waterloo avait cassé les ailes à l'aigle de Corse, 55 ans auparavant. La guerre de 1914 a été le signal d'un écroulement général de monarchies vaincues. Alphonse XIII est aussi la victime d'un grave échec militaire. Déjà, au début des affaires marocaines, la défaite subie par le corps expéditionnaire espagnol, au Barranco del Lobo, aux portes même de Melilla, et l'appel précipité de renforts de la péninsule avaient déclenché en Catalogne une sorte d'émeute. A Barcelone, des régiments s'étaient mutinés, les syndicats ouvriers les appuyaient, un comité révolutionnaire s'était emparé du pouvoir. Ce fut la Semaine sanglante, qu'il fallut réprimer par la force. Elle se termina par le procès retentissant du capitaine Ferrer, franc-maçon et anarchiste notoire, anticlérical forcené (1909).

De ce jour date, entre le socialisme et la monarchie, une lutte sans merci qui ne s'est jamais ralentie.

La Révolution russe semble avoir exercé aussi, en 1917, une influence pernicieuse sur le peuple espagnol. Le mot magique de « partage des terres » dut faire une impression formidable en un pays où d'immenses domaines concentrent la propriété en quelques mains et où le paysan est partout pauvre. Dans les villes encore davantage que dans les campagnes, les ouvriers entendaient les appels des Soviets. Il y eut des troubles graves à Bilbao, à Madrid ; l'état de siège fut proclamé dans toute l'Espagne. Ce ne fut pourtant qu'un feu de paille ; au bout de quelques jours tout était rentré dans l'ordre. La Catalogne seule demeura un foyer permanent d'agitation communiste et anarchiste. Nous avons peine à nous figurer en France le degré d'impuissance de la police en face du terrorisme catalan. Les meurtres se succédaient sans relâche ; les tribunaux étaient saisis, et les criminels régulièrement acquittés, quand on pouvait les arrêter, ce qui était rare. Un syndicat occulte, ayant à sa solde des assassins à gages, les *pistoleros*, tenait la ville sous sa domination, à la barbe des autorités régulières. Cela dura jusqu'au jour où le général Martinez Anido, le futur ministre de l'Intérieur de Primo de Rivera, devint gouverneur de Barcelone. Il n'hésita pas, il prit, lui aussi, à sa solde, des *pistoleros ;* subitement les chasseurs devinrent chassés. Il n'y a pas de meilleurs gardes-chasses, dit-on souvent, que les braconniers. La répression devint possible, et les terroristes furent mis à la raison. N'empêche que la légalité subissait une redoutable épreuve, de la part de ceux-là mêmes qui avaient mission de la garder, et que l'on revenait aux mœurs du Far-West, à une sorte de demi-barbarie.

Sur le terrain politique, les choses n'allaient guère mieux. Point de partis politiques stables, point de chefs véritables, point de programmes de gouvernement. Les Cortès n'étaient convoquées que de loin en loin. La Constitution subissait de continuels accrocs. La situation, vers 1921, était réellement très obscure. Mais l'opposition, faible aussi, et déconsidérée par de continuels attentats qui soulevaient l'indignation publique, n'était pas de taille à créer un vaste mouvement hostile au régime lui-même.

Alors surgit inopinément le fait nouveau qui souleva la nation contre son roi et mit la dynastie en péril : *le désastre d'Annoual*.

La campagne du Maroc coûtait beaucoup d'ar-

gent. Elle n'apportait à l'Espagne aucun succès glorieux, aucun avantage décisif. On y dépensait beaucoup d'hommes. Les résultats demeuraient médiocres. Le corps expéditionnaire, scindé en deux parties, restait accroché aux bases de Ceuta et de Melilla, entre lesquelles une vaste zone insoumise demeurait rebelle à tous les efforts. Dans la zone soumise elle-même, la sécurité était loin d'être parfaite. L'opinion espagnole s'inquiétait et se fatiguait d'une guerre coûteuse et sans issue. Les experts militaires étaient unanimes à reconnaître que seule l'occupation de la baie d'Alhucemas donnerait des assises plus solides à une conquête toujours précaire. Il fallait donc oser ou renoncer tout à fait. L'un et l'autre étaient pour la monarchie un risque grave.

Le commandant en chef au Maroc était alors le général Berenguer, qui résidait à Tétouan. Homme pondéré et prudent, ennemi des aventures, il avait décidé de procéder avec lenteur, de dégager d'abord Tétouan et ses alentours, et de rester dans l'expectative à Melilla. Mais ce plan, logique et sage, ne suffisait pas au général Silvestre, qui commandait à Melilla, et qui était placé sous les ordres de Berenguer. Energique, brutal, audacieux, le général Silvestre avait de grandes ambitions. Il se faisait fort d'enlever le gros morceau de la baie d'Alhucemas, au moyen d'une attaque brusquée, poussée à fond. Il avait su gagner la faveur du roi et lui faire approuver ses idées. Alphonse XIII avait toujours suivi la campagne du Maroc avec une passion qu'explique son très sincère et très chaud patriotisme. Dès l'instant où il crut avoir trouvé en Silvestre l'homme qui rendrait à l'Espagne le service de résoudre promptement et glorieusement cet éternel problème du Maroc, il lui donna son appui sans réserve.

Et c'est ainsi qu'un beau jour de l'été 1921, le général Silvestre, faisant fi de la discipline la plus élémentaire, désobéit formellement aux ordres de son supérieur hiérarchique Berenguer, qui lui prescrivait l'expectative à Melilla, et lança ses troupes en avant sur Alhucemas. Au début tout alla bien. Les Riffains, surpris, ne réagirent que faiblement. Silvestre, perdant toute prudence, se crut sûr du succès et accéléra sa marche, sans s'occuper de sa ligne de communication avec la base de départ. Pendant ce temps, les tribus riffaines, alertées par Abd-el-Krim, que les troupes françaises devaient retrouver en face d'elles en 1924, accouraient de toutes parts et enveloppaient facilement la colonne espagnole aventurée, sans aucune précaution, en plein pays ennemi. Les troupes de Silvestre, attaquées de toutes parts, furent jetées en plein désarroi. Après une courte résistance, les officiers et les soldats, abandonnant canons et convois, refluèrent en désordre vers l'arrière. Les Riffains, embusqués derrière tous les rochers et les buissons, postés dans tous les défilés, fusillèrent sans pitié les Espagnols affolés. Le désastre fut immense. Presque tout le corps expéditionnaire était anéanti ; quelques centaines d'hommes seulement réussirent à échapper. Treize mille cadavres restaient sur le terrain. Le général Silvestre se défendit bravement jusqu'à la dernière minute ; on ne le revit jamais, son corps même n'a jamais été retrouvé. En Espagne, la nouvelle de ce désastre causa une sorte de stupeur, vite changée en colère, quand on apprit par quelles protections imprudentes Silvestre avait pu agir contre la volonté et les ordres de son chef. On raconta que le général avait agi par ordre du roi ou du moins couvert par lui. On chuchota que Silvestre, avant de voir la route de la retraite fermée pour ses troupes, avait envoyé à Melilla son officier d'ordonnance, qui s'était rendu au bureau du général, en avait fracturé la serrure et avait emporté tous les papiers qui s'y trouvaient. Ces papiers n'avaient pas été retrouvés, mais nul ne doutait qu'ils ne fussent compromettants pour le roi.

En réalité, on n'a jamais pu prouver que le roi avait, en cette aventure, une responsabilité réelle. Mais on y a cru, et le résultat a été le même.

On devine sans peine le parti qu'une opposition dynastique acharnée pouvait tirer d'un pareil désastre. La campagne déchaînée par les ennemis de la monarchie fut extrêmement violente. Elle dura deux ans. Il fallait des victimes à l'opinion surexcitée ; on fit passer en Conseil de guerre des officiers coupables d'abandon de poste ; ils furent condamnés. Mais la campagne continua : on voulait une victime plus haute.

Le roi se sentait visé. Un procès atteignant le commandement en chef semblait inévitable, lorsque Primo de Rivera proclama la Dictature (13 septembre 1923). Des révélations de diverse nature ont établi que l'initiative en venait du roi. De là à penser qu'il s'agissait avant tout de liquider sans bruit les affaires du Maroc, il n'y avait qu'un pas. L'exemple de l'Italie était d'ailleurs assez fascinant.

La Dictature réussit à s'implanter sans trop de peine. L'ordre fut rétabli. Les juntes d'officiers furent dissoutes. Un vaste programme de travaux publics fut élaboré et mis en marche sans désemparer. D'autre part, Primo de Rivera eut la chance, en s'alliant résolument à la France, au moment où celle-ci avait maille à partir avec Abd-el-Krim, de résoudre définitivement la question marocaine. Il occupa cette baie d'Alhucemas que ses prédécesseurs avaient toujours visée sans pouvoir l'atteindre.

Malheureusement, on ne peut pas aussi facilement quitter le pouvoir que l'on peut s'en emparer. Il lui fallait un parti dans le pays, pour le soutenir et prolonger son œuvre. En Italie, Mussolini avait le fascisme. Primo de Rivera essaya bien de créer une Union patriotique, mais il échoua complètement. Il avait supprimé les Cortès et les Conseils généraux, nommé lui-même toutes les municipalités. Il n'eut jamais de plan politique bien précis pour l'avenir, et ce fut là sa grande faiblesse. Il vécut sur le principe fameux : « Après moi, le déluge ! »

Il n'eut de programme certain que dans le do-